

**Colombie - Discours de M. Bruno  
Le Maire, ministre de l'économie et  
des finances, lors du forum  
France-Colombie  
(Paris, 23 juin 2017)**

Seul le prononcé fait foi.

Monsieur le Président,

Madame la Ministre, Messieurs les Ministres,

Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprise,

Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un très grand plaisir d'accueillir ici à Bercy ce forum économique France-Colombie, qui doit permettre de renforcer encore davantage la relation entre nos deux pays. Le plaisir que j'éprouve et le plaisir que tout le ministère de l'économie et des finances éprouve, est encore accentué par la présence du président Juan Manuel Santos, de ses ministres : ministres des finances et du crédit public, du commerce, de l'industrie, des mines et de l'énergie.

Monsieur le Président, c'est un immense honneur pour notre maison de vous avoir ici. On m'avait dit en arrivant que lorsque vous étiez vous-même ministre des finances, vous avez eu des décisions difficiles à prendre et que tout le monde voulait vous pendre en place publique en raison des décisions difficiles que vous aviez prises. J'espère qu'il ne m'arrivera pas la même chose mais j'espère que nous arriverons à prendre des décisions en France aussi courageuses que celles que vous avez prises en Colombie et qui ont assuré le redressement économique de votre pays.

Nos liens sont renforcés par nos relations économiques, ils le sont également, malheureusement, par une actualité triste qui est celle de l'attentat qui a été perpétré dans un centre commercial de Bogota, qui endeuille nos deux pays : deux ressortissantes colombiennes et une jeune Française ont péri dans cette attaque. Je voulais vous dire, comme le président de la République a eu l'occasion de vous le dire, toutes nos condoléances, toute notre tristesse et vous dire que la France adressait tout son soutien à la Colombie et condamnait avec la plus

grande fermeté toute forme de terrorisme.

Je tiens, Monsieur le Président, à saluer votre action à la tête de la Colombie depuis 2010 et à vous assurer du plein soutien de la France. Vous avez oeuvré pour la paix, vous avez oeuvré pour la liberté, vous avez oeuvré pour une prospérité qui bénéficie à tous et pas simplement à quelques-uns. Ce sont des idées qui sont évidemment chères à la France.

Je souhaite avant tout saluer les efforts inlassables que vous avez faits pour rétablir la paix en Colombie depuis votre accession à la présidence de la République et sachez que ce qui se passe en Colombie, pour des raisons que vous connaissez, a toujours été suivi de très près par l'opinion publique française, et que la manière dont vous avez réussi à obtenir des accords de paix, la manière dont vous avez obtenu la ratification par le parlement colombien de ces accords de paix conclus avec les dirigeants des FARC, sont des décisions qui nous ont tous impressionnés. Le prix Nobel a d'ailleurs récompensé votre action unanimement reconnue en faveur de la paix et c'est doublement un honneur d'accueillir et le président de la Colombie et le prix Nobel de la paix.

Je souhaite également saluer l'action courageuse de votre gouvernement en matière économique et la qualité de votre gestion. La Colombie bénéficie d'une croissance ininterrompue depuis plusieurs années. Vos finances publiques, votre endettement extérieur sont sous contrôle. Votre fiscalité a fait l'objet de réformes en profondeur et Dieu sait qu'il est difficile de réformer la fiscalité.

La pauvreté - et c'est peut-être le résultat le plus remarquable que vous avez obtenu - a reculé de façon remarquable. Loin d'oublier les plus démunis de la société colombienne, vous avez tenu à ce que le développement économique de votre pays leur profite aussi et je voudrais dire à ce sujet que c'est une conviction profonde chez moi que les inégalités sont un obstacle à la croissance économique et que combattre les inégalités, ça n'est pas retarder ou freiner la croissance économique, c'est au contraire favorable à la croissance économique et que tous ceux qui pensent que la croissance économique peut bénéficier uniquement quelques-uns et pas à toute la société se trompent. La croissance économique est efficace quand elle bénéficie à tous et les inégalités sont un obstacle à cette croissance et un obstacle à la prospérité d'une nation.

Cela vaut pour la Colombie, cela vaut pour la France, et cela vaut pour l'idée que nous nous faisons de la mondialisation dans les années à venir. C'est probablement un des grands enjeux que la mondialisation bénéficie au plus grand nombre à travers la planète et qu'elle permette de réduire les inégalités, pas simplement entre les nations, mais également entre les plus démunis et les plus riches.

C'est encore sous votre présidence en juin 2012 que la Colombie et l'Union européenne ont signé un accord de libre-échange. Cet accord a démantelé les tarifs douaniers, levé les obstacles techniques aux échanges, libéralisé le marché des services, ouvert les marchés publics, amélioré la protection de la propriété intellectuelle. Nos échanges commerciaux en sont renforcés et devraient s'intensifier au cours des prochaines années.

L'alliance du Pacifique qui a été lancée en avril 2011 me semble aussi prometteuse pour la Colombie, puisqu'elle vise à terme la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux, des services entre ses quatre États membres que sont le Mexique, la Colombie, le Pérou et le Chili. En favorisant les mouvements de capitaux, en offrant de nouveaux relais de croissance aux entreprises colombiennes ou implantées en Colombie, elle facilitera la diversification de votre économie. Votre pays deviendra plus attractif pour les investisseurs nationaux et étrangers et, j'espère en particulier évidemment, les investisseurs français.

La France et la Colombie partagent en outre un même engagement en faveur du multilatéralisme. Face aux défis contemporains, la coopération de tous les États de bonne volonté est nécessaire.

Je tiens ainsi à vous redire, Monsieur le Président, le soutien total de la France à la Colombie dans son processus d'adhésion à l'OCDE. Nous sommes à vos côtés depuis l'ouverture de cette procédure en 2013. Nous vous accompagnerons jusqu'à l'approbation formelle par le conseil de l'OCDE de l'accession de la Colombie.

Je salue également la ratification récente par la Colombie de l'accord de Paris. Cet accord, il constitue une étape majeure dans notre lutte contre le changement climatique. Sa mise en oeuvre, elle est impérative. Quelle que soit la décision qu'a prise l'administration américaine, la mise en oeuvre de l'accord de Paris doit se faire dans les délais les plus rapides.

Face à ce défi climatique et face d'ailleurs à tous les défis mondiaux qui dépassent les nations, la coopération multilatérale est indispensable pour nous permettre d'apporter des réponses aux inquiétudes de nos concitoyens. Que ce soit sur l'écologie, sur le réchauffement climatique, sur la lutte contre le terrorisme, sur la régulation de la finance mondiale, nous avons besoin d'une coopération internationale étroite et l'ancien ministre de l'agriculture que je suis peut témoigner que lorsqu'on veut stabiliser les prix agricoles mondiaux, lorsqu'on veut réguler les marchés de matières premières, aucune nation ne peut y arriver seule, il faut que toutes les nations travaillent ensemble pour obtenir un bien public qui améliorera la situation de chacun.

La Colombie a été particulièrement active lors de la COP21 dans les discussions qui ont permis d'aboutir à cet accord historique. Elle confirme en le ratifiant son implication dans les questions liées au climat et à l'environnement de façon plus générale. Je veux vous dire, Monsieur le Président, au nom du président de la République, notre gratitude immense pour la manière dont vous vous engagez dans cette défense de l'accord de Paris et vous me permettez de citer, avec mon accent allemand et germanique bien connu, un écrivain que j'apprécie beaucoup, Alvaro Mutis qui disait : «Cuando la gratitud es tan absoluta, las palabras sobran».

– «Quand la gratitude est telle, les mots sont de trop».

Outre ces liens culturels, historiques et affectifs, nos pays sont aussi unis par des relations économiques de plus en plus intenses. 200 entreprises françaises sont installées en Colombie et je vois ici dans les premiers rangs de cette assemblée des chefs d'entreprise, de très grandes entreprises françaises, qui font honneur à notre pays. Ces entreprises sont actives dans des secteurs aussi divers que la grande distribution, l'automobile, l'industrie pharmaceutique, cher Serge Weinberg, l'hôtellerie, l'agroalimentaire, le BTP. Les investissements directs français en Colombie ont doublé au cours des cinq dernières années, ils génèrent aujourd'hui 100.000

emplois directs, ce qui fait de la France le premier employeur étranger du pays.

Je rappellerai également que la Colombie est aujourd'hui, au plan mondial, le quatrième pays d'intervention de l'agence française de développement avec plus de 2 milliards d'euros d'encours, finançant de nombreux projets, notamment dans les domaines de la santé, des transports, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement. Cher Antoine Frérot, je pense que vous voyez à quel projet je fais référence.

Notre chambre de commerce bilatérale fête en 2017 son centenaire. Il s'agit de la première chambre de commerce apparue en Colombie, ce qui illustre bien la continuité et l'ancienneté de nos relations économiques. Mais notre relation est résolument tournée vers l'avenir. Nous partageons donc la volonté de la renforcer encore, notamment sur la base du comité stratégique franco-colombien qui s'est réuni hier à Paris et dont les travaux ne cessent de progresser.

Les deux accords qui ont été signés de non-double imposition et d'échange d'informations en matière fiscale doivent nous permettre de progresser encore dans notre coopération économique et de donner à toutes les entreprises concernées un cadre bilatéral clair, lisible et stable pour les années à venir.

Enfin, je terminerai en citant l'année France-Colombie, dont ce forum économique ouvre le volet en France, et qui illustre la qualité de notre relation bilatérale. Tout au long du premier semestre de cette année, Monsieur le Président, la saison française a donné lieu à des événements économiques de grand intérêt. Des séminaires ont permis de traiter des thèmes essentiels, comme la ville durable, la lutte contre le changement climatique, le combat contre la contrefaçon, la responsabilité sociale des entreprises. Des pavillons français ont été présents aux salons de l'agriculture, du tourisme, de la mode. Fin janvier, le président de la République s'est rendu en Colombie et a signé plusieurs accords bilatéraux de portée économique.

Le forum qui nous réunit aujourd'hui constituera probablement l'un des temps les plus forts de la saison colombienne en France sur son volet économique. Son organisation est l'oeuvre conjointe de Procolombia et de la direction générale du trésor, et je tiens à remercier ces deux services pour la qualité du travail de préparation qu'ils ont effectué pour le succès de ce forum.

Quel est notre objectif ? Il est de présenter la Colombie à de nouvelles entreprises, à de nouveaux investisseurs qui n'en auraient encore qu'une connaissance imparfaite ou incomplète. La qualité des intervenants qui sont ici permettra, je l'espère, de convaincre le maximum d'investisseurs français de se rendre en Colombie et au maximum d'investisseurs colombiens, je l'espère aussi, de venir découvrir l'économie française.

La seconde partie du forum mettra l'accent sur les thèmes des infrastructures, de la ville durable, des énergies renouvelables qui sont autant de secteurs d'excellence de l'économie française où les acteurs français ont expertise et excellence unanimement reconnues.

Je souhaite maintenant à tous les participants de ce forum de profiter de ces moments forts

entre nos deux pays. Vous me permettez de terminer en disant que cette relation entre nos deux pays est étroite, elle est forte, elle s'inscrit dans l'histoire et je suis très heureux d'accueillir ce forum à un moment très particulier de l'histoire de notre pays, Monsieur le Président, à un moment où il semble que tout devient ouvert. Ce qui paraissait impossible il y a encore quelques années - engager de grandes réformes économiques, rétablir l'équilibre des finances publiques, retrouver un esprit de conquête pour nos entreprises et pour notre économie, retrouver tout simplement une fierté nationale -, tout cela semblait, il y a encore quelques mois, si vous étiez venu ici, Monsieur le Président, totalement hors de portée de la nation française et du peuple français.

Eh bien le peuple français, fidèle à ce qu'il est, a rendu possible l'impossible, retrouvé sa fierté, retrouvé sa dignité, retrouvé sa volonté de forcer les portes de l'avenir et de réussir dans la mondialisation avec des entreprises fortes, avec des entreprises libres. Vous avez devant vous une France qui est prête à vous accueillir avec générosité et qui est prête à prendre toutes les décisions nécessaires pour se redresser et regarder l'avenir en face.

Merci à tous.

(Source : site internet du ministère de l'économie et des finances)